



FEDERATION GENERALE DES FONCTIONNAIRES FORCE OUVRIERE

46, rue des Petites Ecuries - 75010 PARIS

Tél : 01.44.83.65.55 - Fax : 01.42.46.97.80

E-mail : contact@fo-fonctionnaires.fr - Site : <http://www.fo-fonctionnaires.fr>



COMPTE RENDU

CONSEIL SUPERIEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE DE L'ETAT Commission statutaire consultative du 23 mars 2017

Le Conseil Supérieur de la Fonction Publique de l'Etat s'est réuni le 23 mars 2017 en Commission statutaire consultative.

La délégation Force Ouvrière était composée de : Olivier Bouis, Serge Guitard, Claude Simoneau, Philippe Soubirous et Lucrèce Rouget en tant qu'experte.

L'ordre du jour comportait 12 points :

1 – Projet de décret modifiant le décret n° 98-188 du 19 mars 1998 fixant les dispositions statutaires applicables aux corps de chargés d'études documentaires

Il s'agit de l'application du non accord PPCR au déroulement de carrière des corps de chargés d'études documentaires.

Vote sur le texte :

Pour : CGC, UNSA, CFDT, FSU Contre : CGT, FO, Solidaires Abstention :

2 – Projet de décret modifiant le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'Etat et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'Etat et de ses établissements publics

Il s'agit de l'application du non accord PPCR à la grille indiciaire des corps des chargés d'étude documentaires.

Vote sur le texte :

Pour : CGC, UNSA, CFDT, FSU Contre : CGT, FO, Solidaires Abstention :

3 – Projet de décret portant intégration des inspecteurs des affaires maritimes dans le corps des attachés, modifiant le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat

Ce projet de décret procède à l'intégration des membres du corps des inspecteurs des affaires maritimes ayant exercé exclusivement des fonctions administratives dans le corps des attachés d'administration de l'Etat. Cette mesure n'a pas été discutée avec les organisations syndicales du ministère de l'écologie, ce qui explique l'abstention FO.

Vote sur le texte :

Pour : CGC, CGT, UNSA, CFDT, FSU Contre : Abstention : FO, Solidaires

4 – projet de décret portant intégration de certains membres du corps des inspecteurs des affaires maritimes dans le corps des ingénieurs des travaux publics de l'État et modifiant le décret n°2006-8 du 4 janvier 2006 relatif au statut particulier du corps des ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement.

Voir la déclaration liminaire prononcée par l'experte de la délégation.

Vote sur le texte :

Pour : CGT, CFDT Contre : FO, UNSA Abstention : CGC, FSU, Solidaires
--

5 – projet de décret modifiant le décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires de l'Etat et à certaines modalités de mise à disposition et de cessation définitive de fonctions

Ce projet de décret met en œuvre les dispositions de la loi 2016-483 (dite déontologie) concernant la le bénéfice de la mise en disponibilité.

Vote sur le texte :

Pour : FO, UNSA, CFDT, FSU Contre : Abstention : CGC, CGT, Solidaires

6 – Projet de décret modifiant certaines dispositions statutaires applicables à certains corps d'ingénieurs de recherche, d'ingénieurs d'études et d'assistants ingénieurs de la fonction publique d'Etat

Il s'agit de l'application du non accord PPCR au déroulement de carrière de certains corps d'ingénieurs au ministère de l'agriculture et de la culture.

Vote sur le texte :

Pour : CGC, UNSA, CFDT, FSU Contre : FO, Solidaires Abstention : CGT
--

7 – Projet de décret fixant l'échelonnement indiciaire de certains corps d'ingénieurs de recherche, d'ingénieurs d'études et d'assistants ingénieurs de la fonction publique d'Etat

Il s'agit de l'application du non accord PPCR à la grille indiciaire de certains corps d'ingénieurs au ministère de l'agriculture et de la culture.

Vote sur le texte :

Pour : CGC, UNSA, CFDT, FSU Contre : FO, Solidaires Abstention : CGT
--

8 – Projet de décret modifiant divers décrets portant statut particulier des personnels enseignants et d'éducation du ministère chargé de l'agriculture

Il s'agit de l'application du non accord PPCR au déroulement de carrière du personnel enseignant et d'éducation du ministère de l'agriculture.

Vote sur le texte :

Pour : CGC, CFDT Contre : CGT, FO, Solidaires Abstention : UNSA, FSU
--

9 – Projet de décret n°2004-272 du 24 mars 2004 relatif au statut particulier des conseillers techniques et pédagogiques supérieurs

Il s'agit de l'application du non accord PPCR au déroulement de carrière du corps des conseillers techniques et pédagogiques supérieurs du ministère de la ville, de la jeunesse et des sports.

Vote sur le texte :

Pour : CGC, UNSA, CFDT, FSU

Contre : CGT, FO, Solidaires

Abstention :

10 – Projet de décret n°2004-272 du 24 mars 2004 relatif au statut particulier des professeurs de sport

Il s'agit de l'application du non accord PPCR au déroulement de carrière du corps des professeurs de sport du ministère de la ville, de la jeunesse et des sports.

Vote sur le texte :

Pour : CGC, UNSA, CFDT, FSU

Contre : CGT, FO, Solidaires

Abstention :

11 – Projet de décret n°2004-272 du 24 mars 2004 relatif au statut particulier des conseillers d'éducation populaire et de jeunesse

Il s'agit de l'application du non accord PPCR au déroulement de carrière du corps des conseillers d'éducation populaire et de jeunesse du ministère de la ville, de la jeunesse et des sports.

Vote sur le texte :

Pour : CGC, UNSA, CFDT, FSU

Contre : CGT, FO, Solidaires

Abstention :

12 – Article 7 du projet d'ordonnance portant diverses mesures relatives à la mobilité dans la fonction publique

La ministre a décidé de maintenir son projet d'ordonnance en supprimant l'article 4.

Seul l'article 7 de ce projet concerne le titre II du statut général (calendrier de titularisation des agents des EPA supprimés du décret liste dérogatoire). Le CSFPE n'est donc consulté que sur cet article qui n'a aucun lien avec les dispositions de l'ordonnance sur la mobilité.

FO a voté contre par cohérence avec son exigence de retrait du projet d'ordonnance.

Vote sur le texte :

Pour : CGT, CGC, UNSA, CFDT,

FSU, Solidaires

Contre : FO

Abstention :

